

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 24/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)

Grand Port maritime de Marseille - Terre plein de Mourepiane -Porte 4
CS 40034
13344 MARSEILLE 15

D/SPR/GP/262/2023

Références : D-1979-MRS-2022

Code AIOT : 0006412373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10) implanté forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 MARSEILLE 16. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite était réalisée dans la continuité des inspections du 21 mars 2019, du 15 octobre 2019, du 3 novembre 2020 et du 17 novembre 2021, dont les constats avaient conduit le préfet à signer :

- deux arrêtés de mise en demeure (1er juillet 2019 et 8 juillet 2020)
- un arrêté infligeant une amende administrative (8 juillet 2020)
- un arrêté infligeant un astreinte administrative (8 juillet 2020)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (forme 10)
- forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille 13016 MARSEILLE 16
- Code AIOT : 0006412373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture

de navire, au sein de la forme 10 des bassins Est du GPM.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux
- Rejets atmosphériques
- Moyens incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 4ème alinéa	/	Astreinte	
3	Gestion des émissions de COV - ETE	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.1	/	Sans objet
4	Gestion des émissions de COV - Bilan	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3	/	Sans objet
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.2.3	/	Sans objet
6	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 5.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CNM n'a procédé à aucun travaux pour mettre en conformité ses installations de collecte et de traitement des effluents aqueux.

Une autre non conformité, concernant l'étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires, a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/07/2019, article 1 - 4ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane – Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau de la forme 10 du Grand Port Maritime de Marseille (13016) est mise en demeure, dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de procéder à la collecte et au traitement des eaux en contact avec le fond de la forme 10, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral en date du 4 août 2017
Constats : La société CNM n'a pas modifié ses installations depuis les inspections réalisées le 15 octobre 2019, le 3 novembre 2020 et le 17 novembre 2021. Par conséquent, les constats effectués à cette date demeurent valables. Le dispositif de collecte des eaux de fond de la forme 10 est existant mais une dilution des effluents par l'eau de mer est systématiquement constatée lors des analyses. En outre, les caractéristiques des systèmes de collecte et de traitement de la forme 10 ont été dimensionnés pour la collecte des effluents de fond de forme uniquement par temps sec, et ne permettent pas de collecter à minima toutes les eaux (y compris pluviales) en contact avec le fond de forme de la zone définie par la projection sur le fond de forme du plus grand plan horizontal du navire. Considérant que les installations temporaires de collecte et de traitement des eaux de fond de forme n'ont pas été mises en conformité, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de procéder à un recouvrement partiel de l'astreinte infligée par arrêté en date du 10 juillet 2020. Une proposition identique avait été formulée par l'inspection dans son rapport du 22 décembre 2020 (suite à l'inspection réalisée le 3 novembre 2020) et dans son rapport du 24 décembre 2021 (suite à l'inspection réalisée le 17 novembre 2021). Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aux points de rejet n°4 et n°5 (tels que référencés à l'article 4.3.5 du présent arrêté), les eaux en contact avec le fond de forme font l'objet d'un contrôle trimestriel sur l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.13. En complément de ce contrôle, l'exploitant réalise sur ce même rejet, un suivi trimestriel de la qualité des eaux sur les paramètres suivants : TBT, Arsenic, Cadmium, Chrome Total, Cuivre, Zinc, Mercure, Nickel, Plomb, PCB. Les analyses sont réalisées sur un échantillon représentatif de l'activité du site et de la pollution générée, l'exploitant privilégiera la collecte d'un échantillon sur le premier flux des eaux pluviales ruisselant sur le fond de forme. Les résultats de l'autosurveillance et du suivi de la qualité sont transmis dès réception à l'inspection.
Constats : La société CNM a transmis un seul rapport d'analyse réalisée en septembre 2022. La société CNM indique qu'aucune activité n'a été réalisée dans la forme 10 entre le 1er janvier et le 1er septembre 2022, la forme étant en eau dans l'attente du remplacement du bateau-porte. Le rapport d'analyse confirme que les effluents sont systématiquement dilués par des arrivées d'eau de mer. Ces analyses ne concernent que les eaux de process, le système en place ne permettant pas la collecte des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des émissions de COV - ETE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et transmet les études suivantes : Une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires. Cette étude est réalisée et transmise à l'inspection tous les 2 ans. La première étude sera remise dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle est basée sur un parangonnage mené sur les installations similaires situées sur le territoire européen. Constats : La société CNM a transmis une étude réalisée en 2021. Toutefois, cette dernière se limite principalement à exposer un bilan des émissions, et à indiquer que le seul fournisseur d'équipement consulté ne dispose pas de système permettant le captage des COV. Aucun parangonnage avec les autres installations européennes n'est exposé. Le document transmis ne correspond pas à ce qui est attendu d'une étude technico-économique, qui doit d'une part faire un bilan étayé des différentes technologies disponibles et la capacité technique et financière à les mettre en œuvre. La pertinence et la fiabilité de cette étude sont d'autant plus importantes dans le cas d'espèce où l'ensemble des émissions de COV sont réalisées de manière diffuse. Ainsi, l'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, de mettre en demeure la société CNM de transmettre une étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage et au traitement des rejets atmosphériques de COV.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des émissions de COV - Bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et transmet les études suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Une synthèse quantitative et qualitative des COV émis lors de l'année écoulée, accompagnée d'éléments permettant de s'assurer que les hypothèses retenues dans le cadre de l'évaluation des risques sanitaires réalisée lors de la demande d'autorisation d'exploiter demeurent valides au regard des quantités et de la nature des COV effectivement rejetés. Cette étude est réalisée chaque année N et transmise à l'inspection au plus tard le 31 janvier de l'année N+1
Constats : La société CNM a transmis son plan de gestion établi pour les activités réalisées dans la forme 10 en 2021. Ce document intègre une synthèse quantitative et qualitative des COV émis lors de l'année écoulée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- 12 bouches incendie réparties sur la périphérie de la forme 10, et permettant de délivrer 60 m3/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches.- Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque <p>Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : La société CNM a fourni l'ensemble des rapports de contrôle effectués en 2022. Aucune non conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2017, article 51.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>AM du 31 mai 2021</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : La société CNM a transmis un registre de suivi des déchets permettant de disposer de l'ensemble des informations requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet